

La voix de l'opposition de gauche

Le 12 septembre 2019

CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf - pages](#)

Avant d'aborder cette causerie, je vous propose une récréation musicale qui rompt avec la médiocrité de cette époque, histoire aussi de rendre hommage aux femmes, mais pas au féminisme dans lequel les femmes éclairées ne se reconnaissent pas.

Il faut éviter d'aborder les causeries comme un catalogue de mauvaises nouvelles, mais plutôt comme un regard direct sur la société telle qu'elle est ou sans complaisance, pour mieux comprendre son fonctionnement et la combattre afin d'en changer.

Beethoven's "Für Elise" - Arranged for Harp by Deborah Henson-Conant
<https://www.youtube.com/watch?v=K6IGbyUVw18>

Mason Williams - Classical Gas w/ Deborah Henson-Conant
<https://www.youtube.com/watch?v=0vXtywOlajc>

Celtic Heart (PBS Special) "Kid ar an Sliabh" - feat. Harp Twins & Máiréad Nesbitt
<https://www.youtube.com/watch?v=sEMR16gOXLM>

Metallica - One - 2 Girls 1 Harp (Harp Twins) Harp metal
<https://www.youtube.com/watch?v=JhOhGhq0e54>

Metallica - The Unforgiven - Harp Guitar Cover - Jamie Dupuis
https://www.youtube.com/watch?v=d_6hXZvYdj0

2CELLOS - Resistance [Live at Arena di Verona]
<https://www.youtube.com/watch?v=ycdk5sSn4oA>

Bienvenue dans le vieux monde.

Voilà où certains en sont rendus dans leur monde gouverné par des psychopathes, à se déplacer en trottinette électrique, car la marche à pied serait fatigante ou une contrainte. Quelle déchéance, et pas seulement physique !

Mon épouse m'a téléphoné d'Aubagne hier pour me souhaiter un bon anniversaire. Elle m'a dit qu'elle avait mis un peu le chauffage parce qu'elle avait froid, le 11 septembre. Je lui ai répondu qu'elle devait s'attendre à connaître des hivers particulièrement vigoureux et des été plus chaud du fait des variations climatiques naturelles qui correspondent à des cycles solaires.

Bref, les manipulateurs du climat et des consciences vont avoir beaucoup de mal à justifier la stagnation ou la baisse de la température moyenne de la Terre, on les attend au tournant.

Faire table rase serait-il d'actualité ?

L'école de l'obscurantisme forme les futurs esclaves, les agriculteurs et les éleveurs vous empoisonnent, les industriels vendent de la camelote, les médecins vous gavent de médicaments et engraisent les trusts pharmaceutiques, les fonctionnaires participent à l'organisation de cette magnifique machine, les exploités assurent sa prospérité et font leur propre malheur, les institutions veillent au bon fonctionnement du régime, les scientifiques et les intellectuels le cautionnent, les médias diffusent leur bonne parole, les ONG les assistent, les religieux les bénissent et la boucle du monde merveilleux dans lequel nous vivons est bouclée. Cela ressemble de plus en plus à un noeud coulant qui se resserre, non ?

Sans rire, il paraîtrait que cela pourrait être pire encore. Réflexion de nantis ou d'inconscients qui s'en accommodent, ce sont souvent les mêmes remarquez bien, car le pire, cela l'est déjà pour des milliards de travailleurs et leurs familles à travers le monde quotidiennement.

Quand vient la fin de la journée, c'est enfin l'heure de pouvoir savourer le peu de liberté qu'il nous reste. C'est un coup à devenir insomniaque quand on y tient !

Qui a dit ?

- *"Notre mode de vie européen, c'est s'accrocher à nos valeurs. La beauté de la dignité de chaque être humain est l'une des plus précieuses valeurs".*

Réponse : Ursula von der Leyen, qui doit succéder à Jean-Claude Juncker le 1er novembre à la présidence de la Commission européenne, à propos de la commission intitulée "Protection de notre mode de vie européen" qui intègre le dossier de la migration. (Source : AFP10 septembre 2019)

Leur humanisme est bien la politesse des salauds, le cynisme sans fond en prime.

Enfin une mesure contre l'obscurantisme. Quand la mythologie est destinée à faire office d'histoire de la lutte des classes et du développement de la civilisation humaine.

Manuel d'histoire : renouer avec le récit national - LePoint.fr10 septembre 2019

Chronique. Des historiens se sont inspirés du travail d'Ernest Lavisce et ont écrit trois manuels d'histoire, qui paraissent le 12 septembre.

« Enfant, tu vois sur la couverture de ce livre les fleurs et les fruits de la France. Dans ce livre, tu apprendras l'histoire de la France. Tu dois aimer la France, parce que la nature l'a faite belle et parce que son histoire l'a faite grande. » Cette phrase ornait la couverture d'un manuel scolaire publié en 1912, imaginé et écrit par un homme à qui notre pays doit son récit : Ernest Lavisce (1842-1922). Les écoliers apprenaient alors une histoire dont l'objet n'était pas de glorifier notre nation – son influence est telle qu'elle se passe de fabuliste –, mais de les rassurer. Les enfants de France héritaient d'un passé dont la force, la richesse et la singularité les renforçaient. (Un passé colonial, impérialiste, monarchiste, bonapartiste, tyrannique, que ses héritiers en soient fiers, on comprend. C'est bien cela qu'on nous a appris à l'école, et que malheureusement nous avons été bien peu à être capables à désapprendre au cours de notre vie. - LVOG)

Des historiens se sont inspirés du travail d'Ernest Lavisce et ont écrit trois manuels d'histoire, qui paraissent le 12 septembre, préfacés par Jean-Pierre Chevènement et destinés aux collégiens (cinquième, quatrième, troisième). L'intention des professeurs est simple : préférer une organisation chronologique à une table des matières thématique, évoquer toutes les époques, restituer l'héritage monarchique en même temps que l'héritage républicain, et ce, sans rien

sacrifier au programme officiel. L'intégrité intellectuelle des auteurs est exemplaire dans la mesure où les sujets les plus délicats, la Révolution française par exemple, sont traités avec probité et équité. La nouveauté tient moins à la nature des commentaires qu'aux époques relatées. Louis XIII et Richelieu, absents des autres manuels, occupent un des premiers rôles de ce récit national ; Jeanne d'Arc, d'habitude résumée en quelques lignes, est restituée dans son statut de mythe fondateur ; quant aux cathédrales, colosses de notre architecture abandonnés par l'Éducation nationale, elles se dressent de (...) (la suite réservée aux abonnés). LePoint.fr10 septembre 2019

LVOG - Une organisation chronologique au profit d'un traitement empirique qui ne permet pas de comprendre les faits et leurs enchaînements, ce que le "*programme officiel*" ne permettra jamais...

Non, ce ne sont pas des "faits divers", c'est la société inhumaine dans laquelle nous vivons.

Inde : une femme de 74 ans donne naissance à des jumelles - francetvinfo.fr 09.09

Jeune mère à... 74 ans. Mangayamma Yaramati, une septuagénaire a donné naissance à des jumelles le 5 septembre dernier dans l'état d'Andhra Pradesh, dans le sud-est de l'Inde, selon l'agence SWNS. La mère et les deux petites filles se portent bien, selon la docteure Uma Sankar interrogée par la BBC.

Mangayamma et son mari âgé de 82 ans, Sitarama Rajarao, n'avaient pas réussi à concevoir pendant leurs 57 ans de vie maritale. Aujourd'hui, la grossesse a été rendue possible par une fécondation in vitro (FIV) à partir du sperme de Sitarama Rajarao et des ovocytes d'une donneuse. La naissance a ensuite eu lieu par césarienne. francetvinfo.fr 09.09

Bouches-du-Rhône : un homme tue sa femme, sa belle-mère et son beau-frère avant de se suicider - francetvinfo.fr 09.09

Un septuagénaire a abattu successivement, lundi 9 septembre, sa belle-mère, son beau-frère et sa femme, tous dans leur lit médicalisé, dans deux petites communes des Bouches-du-Rhône, avant de se donner la mort. Les victimes étaient toutes âgées et "gravement atteintes par la maladie", a indiqué le procureur de la République de Tarascon (Bouches-du-Rhône) Patrick Desjardins, qui a évoqué un "drame familial" et "le contexte fragile d'une famille touchée par la maladie et où un homme prend la décision de prendre les armes".

L'auteur des meurtres, âgé de 78 ans, s'est d'abord rendu chez sa belle-mère à Maussane-les-Alpilles en tout début d'après-midi. C'est là-bas que les gendarmes ont découvert les corps de cette femme de 95 ans, "alitée dans un lit médicalisé, fortement diminuée physiquement", et de son fils de 69 ans, également alité, a décrit le procureur. Tous les deux ont été "abattus par au moins un coup de fusil", a ajouté Patrick Desjardins.

L'homme est ensuite revenu chez lui, à Mouriès, la commune voisine, où il a abattu son épouse qui, à 72 ans, était "elle aussi affaiblie par la maladie", selon le procureur, et a été retrouvée dans les mêmes circonstances que sa mère et son frère, tuée "vraisemblablement par un coup de fusil" dans son lit médicalisé. "Il n'en pouvait plus"

Les gendarmes, avertis par un voisin qui avait entendu des coups de feu, ont très rapidement mis un nom sur l'auteur de ces meurtres. Il s'est tiré deux balles dans le corps devant sa maison mais était encore en vie à l'arrivée des secours. Il a été hélicoptéré à Marseille où il est mort dans l'après-midi.

"Il s'occupait depuis des années de sa femme malade et de sa belle-famille, il leur faisait à manger, les lavait, faisait le ménage, il n'en pouvait plus", a raconté son voisin et neveu par

alliance. "C'était une personne très estimée dans le village, je suis encore très émue de ce qui s'est passé, on est tous anéantis", a déclaré la maire de Mouriès, Alice Roggiéro. Elle a décrit le septuagénaire qui s'est suicidé comme "un monsieur plutôt réservé, très près de sa famille, de son épouse, de ses petits-enfants". francetvinfo.fr 09.09

LVOG - Les actionnaires, aristocrates ou rentiers du CAC40 peuvent se partager chaque année des dizaines de milliards d'euros de dividendes, mais la prise en charge de personnes âgées impotentes qui ont travaillé toute leur vie coûte trop chère.

Ce travailleur a été conduit au désespoir, moralement épuisé, à bout de force, il a décidé d'abrégier les souffrances de ses proches et les siennes en même temps. Il n'a rien à se reprocher. Quelle infamie ce régime qui mérite qu'on le liquide de la même manière et le plus tôt sera le mieux.

800.000 suicides par an, dans le monde alerte l'OMS - AFP

Avec 800.000 personnes qui mettent fin à leurs jours chaque année dans le monde -- une tous les 40 secondes, les chiffres restent alarmants même si le taux de suicide par habitant recule, a indiqué l'OMS lundi. AFP

Les idéologues du régime en quête désespérément d'"un nouvel élan de la théorie" pour assurer sa survie ou le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Alain Minc: «Nos certitudes sur l'économie s'effondrent et on cherche un Keynes ou un Friedman» - lefigaro.fr 23.08.2019

Nous avons cru en des lois économiques qui se trouvent aujourd'hui invalidées par les faits. Aussi avons-nous besoin de grands penseurs à la hauteur de ces bouleversements, alerte l'essayiste.

(Il faut être plus précis ou remettre chaque chose à sa place. "Les faits" ont révélé que les "lois économiques" qu'ils ont mises en oeuvre ont conduit au chaos et à la barbarie, à l'impasse actuelle, dont ils s'accommodent, mais qui les inquiète tant elle est lourde de menaces sur leur hégémonie... - LVOG)

Nous avons depuis cinquante ans été formés à respecter des tables de la loi économiques peu nombreuses mais très strictes: le plein-emploi crée l'inflation et celle-ci pousse les taux d'intérêt à la hausse. Le financement de l'État par une banque centrale est un anathème car facteur d'inflation. La création monétaire doit demeurer dans des limites raisonnables sous peine, là aussi, de nourrir l'inflation. (Idiots que nous sommes, on se demande d'où provient alors l'inflation en réalité masquée et la hausse des prix qui l'est tout autant. Quand par exemple le m² à Paris atteint 10.000 euros ou que le prix de l'immobilier flambe, si ce n'est pas de l'inflation, qu'est-ce que c'est alors ? - LVOG) Et enfin, plus globalement, une révolution technologique engendre des progrès de productivité qui constituent le meilleur adjuvant de la croissance. (Cela dépend pour qui, ils servent surtout à freiner la baisse du taux de profit, et à rassurer les actionnaires qui empochent des dividendes records... - LVOG) Les dix dernières années viennent de nous démontrer que ces principes fondateurs n'ont plus lieu d'être et nous sommes, dès lors, désemparés car privés de boussole macroéconomique. (Ces gens-là conseillent ceux qui gouvernent, et dans un exercice de fausse modestie avouent qu'ils ne savent plus où ils en sont, alors dégagez ! - LVOG)

Nombre de pays occidentaux vivent, depuis quatre ou cinq ans, en plein-emploi - États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne en particulier. (Non seulement c'est faux, et il faut voir à quel traitement misérable son soumis ceux qui étaient au chômage et qui trouvent un nouvel emploi, surexploité et sous-rémunéré. - LVOG) La règle traditionnelle, de bon sens, veut que celui-ci engendre des

hausse de salaires et celles-ci mécaniquement l'inflation. Il existe certes aujourd'hui des hausses de salaires, mais elles sont circonscrites aux secteurs dans lesquels une présence syndicale encore puissante permet une pression sur les employeurs. Dans un contexte général de désyndicalisation accélérée, ceci ne concerne qu'une part limitée du monde économique : grandes entreprises traditionnelles pour l'essentiel. (La minorité de l'aristocratie ouvrière qui assure la stabilité politique du régime. - LVOG) Le reste de l'économie - services et activités en voie d'ubérisation, pour employer un raccourci - y échappe totalement. Quand l'IG Metall allemande obtient des hausses significatives de rémunération, ceci n'exerce plus aucune contagion car ces secteurs deviennent une peau de chagrin dans l'économie contemporaine. Résultat : cette inflation des salaires dans la vieille économie n'induit aucune inflation globale. Dès lors, le moteur d'éventuelles hausses de taux d'intérêt est en panne pour une très longue période. (Voilà où il voulait en venir. En porte parole de l'industrie financière ou des rentiers, il regrette qu'ils ne puissent pas s'engraisser davantage sur la bête, ceux qui travaillent et produisent les richesses. Un peu de patience. - LVOG)

En effet, le moteur annexe, en l'occurrence le financement des États par la création monétaire, ne fonctionne plus. (Mais celui des goinfres du marché financier tourne à plein régime ! - LVOG) Qu'est-ce que le quantitative easing, si ce n'est le comblement du déficit public par « la planche à billets » ? (Alors que le "déficit public" et "la planche à billets" servent notamment à accroître la fortune des oligarques et à justifier des politiques d'austérité. - LVOG) (Le fait que les achats de bons du Trésor au lieu d'être réalisés en direct passent par les marchés n'est qu'un artifice. (Qui se grugent au passage et à des taux d'intérêt supérieur. - LVOG) Le résultat est le même. Effet sur le rythme d'inflation : nul ou marginal. Et la période expérimentale pendant laquelle le quantitative easing (QE) a fonctionné à plein a été suffisamment longue pour penser qu'il n'y aura pas d'effet de rattrapage. (Sur les salaires, merci, on s'en serait douté ! - LVOG) Le QE est évidemment allé de pair avec un gonflement ahurissant du bilan des banques centrales - un quadruplement pour certaines en quelques années. Or par rapport au principe d'une création monétaire raisonnable, c'est là un véritable sacrilège. (Là il feint de s'en émouvoir, car c'est ce qui leur a permis de sauver la mise ou de renflouer certaines banques ou multinationales, d'éviter l'effondrement de tout le système économique et bien plus encore. - LVOG) Preuve, s'il en est besoin, que le lien création monétaire/inflation est cassé au même titre que la relation plein-emploi/inflation avec pour conséquence qu'il n'existe désormais aucun facteur conduisant à une hausse des taux d'intérêt. (Constat excellent, avec la mise en place de leur système financier mafieux, ils sont parvenus à contourner les lois de fonctionnement du capitalisme - qui pour autant existent toujours et c'est bien là que se situe leur problème, bref, à sa manière il confirme ce que je n'arrête pas d'expliquer et que nos dirigeants refusent d'admettre ou de prendre en compte. - LVOG) Dans ce nouveau monde, les crises financières ne vont pas disparaître : peut-être même, au contraire. (C'est ce que je viens de rappeler. - LVOG) Mais que feront les banques centrales dans ce contexte ? Elles arroseront, comme toujours, le système de nouvelles liquidités, ajoutant une pression supplémentaire à la tendance à une baisse des taux. (Il ne comprend pas ou il fait semblant de ne pas comprendre que ce, processus du robinet ouvert contribue à une plus grande concentration des capitaux et du pouvoir politique entre les mains des oligarques qui trônent au sommet de l'économie capitaliste mondiale. Vous me direz que Minc ne joue pas dans la cour des grands, même s'il conseille les présidents de la République, et pour cause, ces derniers sont de vulgaires marionnettes... - LVOG)

C'est un nouvel univers qui se dessine : autrefois pourvoyeur d'emplois, le secteur bancaire va être sérieusement chahuté : moins de rentabilité, moins de main-d'oeuvre, moindre valeur boursière. (Son discours est incompréhensible pour ceux qui ignorent que le secteur bancaire est une chose, et l'oligarchie financière en est une autre, et que c'est cette dernière qui est aux commandes ou qui mène un combat acharné pour s'imposer dans tous les pays où elle n'a pas encore pris le pouvoir ou prendre le contrôle des banques centrales. L'oligarchie financière, c'est la Fed, la BCE, la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon, etc. mais ce n'est pas forcément la banque centrale de tel ou tel pays encore sous le contrôle de l'Etat. Les intérêts de l'oligarchie financière peuvent s'opposer à ceux des banquiers, mieux, son orientation économique est destinée à affaiblir ou

étrangler les banques pour qu'elles soient contraintes de s'en remettre aux financiers de Washington ou de la City... - LVOG) Le problème de la protection de l'épargne, en particulier aux fins de retraite, va devenir lancinant et politiquement explosif. Comme débiteurs, les agents économiques seront heureux ; comme créditeurs, ils seront terrifiés. Affolés, les gestionnaires d'épargne collective se tourneront vers de nouveaux placements plus risqués afin d'espérer une rentabilité minimale. Excédés de devoir payer pour placer leur argent, les épargnants collectifs ou individuels se concentreront davantage encore vers l'immobilier, l'or ou l'art, en pariant sur la perpétuation de hausses spéculatives. (Il anticipe ici la prochaine crise ou l'effondrement programmé de la finance mondiale qui ruinera les fonds de retraites et autres fonds spéculatifs (hedge fund) et réduira à la mendicité des dizaines ou centaines de millions de retraités. Comme aux Etats-Unis ou au Japon, etc. la cote de l'immobilier s'effondrera, et les vautours de la finance n'auront plus qu'à se baisser ramasser la mise pour une bouchée de pain ou pour réaliser le plus grand hold-up de tous les temps. - LVOG)

Peut-on espérer que ces soubresauts seront subvertis par une vague de croissance d'une ampleur telle qu'elle effacerait tout sur son passage ? (Là il est déjà dans l'après-crise, sans aborder l'ampleur de ses conséquences sociales et politiques. Il en vient à espérer un miracle ! - LVOG) Celle-ci ne pourrait venir que d'une révolution technologique engendrant des progrès de productivité propres à relancer la machine. (La production étant robotisée, digitalisée, automatisée au maximum, d'où pourraient provenir "des progrès de productivité" supplémentaires, on ne voit pas. Lui non plus ! - LVOG) Or nous vivons un paradoxe : un bouleversement massif avec la révolution digitale, peut-être le plus puissant que l'on ait jamais connu, car, à la différence de la machine à vapeur ou de l'électricité, il touche le consommateur final au moins autant que le secteur productif. Et simultanément les statistiques ne montrent aucune accélération de la productivité, voire son tassement. De là, deux hypothèses. Soit les chiffres sont faux car l'appareil statistique a des difficultés pour prendre en compte la digitalisation de l'économie. Soit celle-ci, par son caractère diffus, ses besoins limités en investissement, sa concentration sur les services, n'est pas en effet génératrice de productivité. Dans ce cas, le plus probable, la « croissance potentielle » - selon l'expression rituelle - est durablement plafonnée. (Quel cruel constat ! Cela dit, il va tenter de se rassurer, ces gens-là ne doutent de rien, ils en ont les moyens. - LVOG)

Aucun de ces phénomènes n'est en soi dramatique. (Cela dépend pour qui ! - LVOG) Mais de même que la crise de 1929 a donné naissance au keynésianisme et l'inflation des années 1970 au monétarisme et au libéralisme friedmanien, le bouleversement actuel exige un aggiornamento complet de la pensée macroéconomique. Or celui-ci ne point pas à l'horizon. En effet, l'incroyable segmentation de la réflexion économique en microsujets tue toute tentative de réflexion globale. Les règles propres au monde académique ostracisent tous ceux qui se lanceraient dans des approches ambitieuses, par nature risquées. Ce désert intellectuel est angoissant car il est sans précédent dans l'histoire économique. À chacune de ses nouvelles étapes a correspondu un nouvel élan de la théorie. Ce n'est pas aujourd'hui le cas. Il faut obliger la gent économique à penser ! Si le monde académique l'en dissuade, il revient aux États de lancer des livres blancs, de réunir des commissions, de susciter des rapports, de stimuler le débat car ils sont les premiers en manque de matière grise. Ce n'est pas un jeu gratuit mais une urgence. lefigaro.fr 23.08.2019

LVOG - Ils en sont avec leur régime en état d'urgence, cela tombe mal, les urgences sont en grève ! Alors préparons-nous à les achever.

Commentaires d'internautes

1- "Le chômage réel aux USA est aujourd'hui supérieur à 22% (http://www.shadowstats.com/alternate_data/unemployment-charts), loin, très loin des statistiques bidonnées de l'administration US.

Les taux d'emploi, au Royaume Uni et en Allemagne ont des taux d'emploi aux alentours de 75%, (ce qui n'a rien de glorieux particulièrement pour l'Allemagne qui de plus connaît une baisse de population).(source OCDE : <https://data.oecd.org/fr/emp/taux-d-emploi.htm>)

Je n'ai pas lu le reste de son article car quand les hypothèses de base sont fausses..."

- "Ce qu'entendent par "plein emploi" les économistes néo-libéraux n'est pas ce que vous et moi pouvons croire.

Pour nous "plein emploi" signifie qu'offre et demande de travail s'équilibrent globalement pour toute la population active.

Pour un économiste néo-lib ça signifie que les emplois générateurs de richesses – les emplois les plus qualifiés- sont en tension par manque de candidats.

Pour le même économiste, que les salariés peu ou pas assez qualifiés perdent leurs emplois et n'en retrouvent pas ou très difficilement n'est pas le problème. Cette population ne les intéresse pas, sauf ceux qui sont là pour garder leurs enfants ou prendre soin de leur parents âgés, les "loosers" c'est à la collectivité de s'en occuper.

L'économie néo-lib a intégré une nouvelle réalité sociale qui tient en une phrase, le chômage de masse et l'assistanat constituent le mode de vie normal pour la part de la population active "excédentaire". Et qu'ils ne viennent pas réclamer."

Ils osent tout. Comment ils vous surexploitent et se proposent de vous saigner.

Walmart propose un prêt à 36% aux personnes qu'elle emploie, et Uber pourrait l'imiter - Slate.fr 11 septembre 2019

L'article du Wall Street Journal est, sinon édifiant, du moins éclairant sur la position financière inconfortable dans laquelle se trouvent nombre de personnes salariées aux États-Unis -un fait qui vaut aussi pour ce côté-ci de l'Atlantique.

Le quotidien américain présente la solution utilisée entre autres par Walmart pour venir en aide, si l'on peut dire, aux personnes qu'elle emploie et qui traversent une mauvaise passe budgétaire, qui font face à des dépenses imprévues ou qui désirent s'offrir un petit plaisir.

Endettement programmé

Alors que leur compte bancaire frôle les limites autorisées et que leur credit score leur barre l'accès à l'emprunt classique, ces personnes dans le besoin peuvent demander une avance sur salaire à la firme. Cette dernière leur propose, contre une petite commission et via l'application tierce PayActive, de débloquer des fonds dont le remboursement s'étalera sur les prochaines paies.

Jusqu'ici, rien de révolutionnaire. Mis à part, peut-être, les taux appliqués: si pour chaque emprunt le coût peut sembler raisonnable, les taux proposés, lorsqu'ils sont annualisés, frôlent ou dépassent ce que la réglementation française qualifierait d'usure. Il est question de 6 à 36% d'intérêts.

Certains États, celui de New York notamment, enquêtent sur cette pratique qui pourrait contrevenir aux règles bancaires. Ils auront peut-être bientôt plus de matière encore pour ces scrutations de méthodes qualifiées de «prédatrices» par certains observateurs.

Le cynisme selon Uber

Début septembre, Vox-ReCode nous apprenait que Uber semblait songer à suivre cette même voie du «payday loan». Certains individus employés par l'entreprise pour assurer les courses ont été sondés via l'application sur les petits emprunts qu'ils avaient effectués dans un passé proche, ainsi que sur leur volonté éventuelle de requérir quelques centaines de dollars auprès de la plateforme si elle proposait l'offre.

Alors que la firme dépense des dizaines de millions de dollars pour s'opposer à un projet de loi californien qui pourrait faire dérailler son modèle en l'obligeant à salarier ses troupes, que la condition sociale et l'endettement mettent déjà ses employés dans une situation de forte dépendance et de stress quotidien, le (vague) projet sur lequel planche Uber est jugé particulièrement cynique.

Un chroniqueur de Forbes établit un parallèle avec les «company stores», les magasins patronaux dans lesquels les mineurs n'avaient d'autre choix que de dépenser l'intégralité de leurs maigres revenus. Slate.fr 11 septembre 2019

Ils osent tout. Mais avez-vous vraiment tout essayer pour vous en sortir ?

La masturbation permettrait d'avoir un plus haut poste et un meilleur salaire, et c'est la science qui le dit ! - Yahoo 10.09

Un exercice de générosité sans arrière-pensées. Comment détourner les patients des urgences des hôpitaux au profit des cliniques privées.

La grève des urgences reprend de plus belle, malgré les promesses de Buzyn - Le HuffPost 11 septembre 2019

Plus de 750 millions d'euros redéployés et voilà que la grève des urgences repart de plus belle. Au lendemain de la présentation du plan de «refondation» des urgences hospitalières par Agnès Buzyn, le collectif Inter-Urgences a voté la poursuite du mouvement avant une manifestation ce mercredi 11 septembre à l'appel des syndicats.

Nouveau «service d'accès aux soins» universel pour réguler les appels aux secours, «admissions directes» sans passage aux urgences pour les personnes âgées, optimisation de la «gestion des lits» disponibles dans les hôpitaux, le tout financé par des crédits existants... Par ces annonces fortes, Agnès Buzyn a tenté d'apporter une réponse systémique à l'engorgement des hôpitaux en promettant une réorganisation de l'accès à l'hôpital, tout en refusant de débloquer davantage d'argent ou de procéder à des embauches massives.

C'est précisément l'absence d'évolution sur ces points -très attendus par les grévistes- qui ont précipité la prolongation du mouvement de contestation. «Ce plan, c'est du flan!», a résumé Hugo Huon, président du collectif Inter-Urgences, à l'issue de son assemblée générale à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Les représentants des grévistes y ont voté à main levée une motion rappelant leurs principales revendications -«réouvertures de lits», «recrutements à la hauteur des besoins», «augmentation de 300 euros net mensuel».

Désormais, afin de renforcer la pression sur le ministère, les grévistes en appellent à une extension du mouvement aux autres services hospitaliers. «Nous appelons l'ensemble de nos collègues à se mettre en grève avec nous», a déclaré Christophe Le Tallec, vice-président de ce collectif, qui prévoit des «rassemblements locaux» le 26 septembre et doit prochainement fixer «une date de mobilisation nationale»

En attendant, les soignants sont invités "à se mobiliser sur l'ensemble des dates syndicales qui sont annoncées", a-t-il ajouté. La CGT organise justement une "journée d'action" ce mercredi dans tout le secteur sanitaire et social, avec une manifestation dans la capitale. Pour son secrétaire général, Philippe Martinez, le plan d'Agnès Buzyn "est loin des attentes du personnel".

Il "ne répond en rien à la réalité du terrain", estime Force ouvrière, qui a décidé de "s'associer" à cette mobilisation.

Du côté des médecins, le président de l'Association des urgentistes de France (Amuf), Patrick Pelloux, et celui du syndicat Action Praticien Hôpital, ont indiqué que leurs organisations se prononceraient jeudi sur leur participation à la grève. "Très déçu" par les annonces de la ministre, Patrick Pelloux a évoqué "un rendez-vous raté" sans "rien sur les revalorisations salariales" et a prédit que "la contestation va être sévère".

LVOG - Les charognards se lèchent les babines.

Plus convaincu, le patron de la FHP (cliniques privées), Lamine Gharbi, salue "un important effort financier", signe "que l'exécutif a pris la mesure des enjeux". "On ne s'attendait pas à un choix budgétaire aussi important", a reconnu François Braun, président de l'association Samu-Urgences de France, saluant des "mesures qui vont dans le bon sens pour sortir de cette crise". Elles "sont la preuve d'une volonté de faire une réforme en profondeur", a renchéri Agnès Ricard-Hibon, présidente de la Société française de médecine d'urgence (SFMU).

L'Ordre national des infirmiers, pour sa part, "se réjouit" des "compétences élargies" qui seront déléguées aux soignants - comme prescrire une radio ou réaliser une suture sans attendre un médecin.

Même enthousiasme chez les kinés, dont le principal syndicat (FFMKR) "se félicite" de la possibilité d'un "accès direct" pour la "petite traumatologie" - entorse de cheville et lombalgie aiguë.

LVOG - Mais certains plus gourmands espéraient davantage.

Pour les médecins libéraux, en revanche, le plan fait la part trop belle à l'hôpital: le SML regrette "l'insuffisance de moyens pour la ville", tandis que la CSMF réclame "sans délai des négociations pour une meilleure valorisation des soins non programmés". Le HuffPost 11 septembre 2019

Acte 43.

Gilets jaunes : regain de mobilisation et de violences pour l'acte 43 - Journal du Dimanche 8 septembre 2019

Les Gilets jaunes espèrent toujours mettre la pression sur l'exécutif. Plus vigoureuse que la semaine dernière, la mobilisation reste cependant bien en deçà de ce qu'elle a pu représenter l'hiver dernier. Pour cet acte 43, 7.000 personnes ont ainsi défilé dans plusieurs villes.

Le plus gros bataillon s'était regroupé à Montpellier, désignée "capitale nationale", où 2.000 manifestants ont envahi les rues et la place de la Comédie, dont 500 black blocs, selon la préfecture de l'Hérault. Des heurts ont très vite éclaté avec les forces de l'ordre, plusieurs vitrines de magasins ont été vandalisées et un véhicule de police, inoccupé, a été incendié. À Rouen, où tout rassemblement était interdit dans le centre-ville, les tensions ont également été vives autour du cortège soutenu par la CGT de Seine-Maritime, qui a réuni 500 manifestants. "Mobilisation historique" souhaitée à Paris pour le 21 septembre

À Paris, les Champs-Élysées ont assisté au retour de quelque 800 Gilets jaunes, sans violence ni dégradations. Au total, plus d'une centaine d'interpellations ont été recensées par le ministère de l'Intérieur, dont 89 à Paris et 26 à Rouen. Journal du Dimanche 8 septembre 2019

Totalitarisme ou le régime policier En Marche.

Quoi qu'il advienne, ils ont décrété que cela restera un accident.

Mort de Steve Caniço: un téléphone au coeur de l'enquête - AFP11 septembre 2019

Nouvel élément dans l'enquête sur la mort de Steve Caniço: le portable de l'animateur disparu pendant la Fête de la musique à Nantes émettait un signal au moment de l'intervention policière alors que l'IGPN faisait jusque-là simplement état d'un SMS envoyé une heure auparavant.

Contactée par l'AFP, l'avocate de la famille Caniço a estimé que cette découverte confortait ses convictions. "Je ne peux pas communiquer sur l'instruction en cours mais je rappelle que je dis depuis fin juillet que la chute de Steve dans la Loire est concomitante de l'intervention policière", a réagi Me Cécile de Oliveira. AFP11 septembre 2019

Quand ils sèment le chaos et le désespoir.

Valérie Pécresse veut "rétablir l'ordre et l'espoir" dans les banlieues - L'Express.fr

La présidente de la région Île-de-France déplore la "situation explosive de nos banlieues" et veut le rétablissement de "l'ordre républicain". L'Express.fr

Répression préventive.

L'État français ne tue pas les observateurs, il les enferme seulement - Mediapart - Le blog de Camille Halut 2 septembre 2019

Observer les pratiques du maintien de l'ordre serait-il désormais interdit ? L'État français répond par l'affirmative au regard du traitement qu'il applique aux observateurs. Ainsi cet État s'élève au rang de ceux qui usent de répression pour maîtriser le recueil et la diffusion de l'Information.

33h de garde à vue en l'espace de quatre mois

- Samedi 6 avril 2019 à Montpellier, des observateurs de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) dont je fais partie effectuent leur mission lors d'une opération de blocage d'une autoroute menée par des gilets jaunes. Nous nous positionnons à plusieurs endroits et nous observons les points de tension susceptibles d'annoncer une intervention des forces du maintien de l'ordre. Toutefois la force publique n'intervient pas et les manifestants quittent l'autoroute de leur propre gré. Je suis convoquée par la Police sur des motifs flous une vingtaine de jours plus tard, le 29 avril : je suis placée en garde à vue dès mon arrivée au commissariat, je suis privée de liberté pendant 9h.

- Samedi 24 août 2019 à Bayonne, trois observatrices de la LDH dont moi-même sillonnent la ville à la recherche d'une manifestation du contre-G7 à observer. Nous présentons nos justificatifs de mission et le contenu de nos sacs à chaque contrôle de gendarmerie – c'est-à-dire à chaque intersection de rue ou presque, les gendarmes nous laissent repartir en nous indiquant que nous pourrions circuler librement pour effectuer notre mission. Eléonore, Natti et moi-même nous arrêtons un instant sur une grande place vide située près de la Nive. Une Brigade de répression de

l'action violence motorisée (BRAV-M) se dirige vers nous et nous entoure. Les policiers procèdent au contrôle de nos identités et à une saisie - sans formalités - de notre matériel de protection (chasuble siglée de la LDH, casque, masques oculaire et respiratoire, set de protection de roller). Nous présentons nos pièces d'identités, nos cartes de membres LDH et nos mandats pour cette mission d'observation, nous précisons que le matériel est nécessaire pour effectuer la mission dont nous sommes chargées et que nous refusons de nous en défaire sans procès-verbal de saisie. Les policiers nous informent alors qu'ils nous placent en garde à vue, ils nous menotent avec des serflex et nous mènent au centre de rétention administrative de Saint-Jean-de-Luz. Nous sommes privées de liberté pendant 24h.

Des procès à la clef

- Je serai jugée le 1er octobre 2019 à 8h30 au tribunal correctionnel de Montpellier pour l'observation de l'action sur l'autoroute : le procureur de la République me reproche d'avoir commis l'infraction d'« entrave à la circulation » en raison de ma seule présence sur le lieu de la manifestation.

- Eléonore, Natti et moi-même avons reçu un rappel à la loi pour l'observation du contre-G7 et notre matériel de protection ne nous a pas été restitué : le procureur de la République nous reproche « d'avoir participé sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destructions ou de dégradation de biens, circonstance que les faits ont été commis en réunion » tout en se gardant d'expliquer comment nous l'aurions fait. De plus, le vice président du tribunal de grande instance de Bayonne précise dans chacun des rappels à la loi qui nous sont adressés « ne pas donner de suite judiciaire à la présente procédure, à la condition qu'elle ne commette pas une autre infraction dans un délai de 3 ans et qu'à défaut, elle sera poursuivie devant le Tribunal. »

Un glissement autoritaire confirmé

Un rappel à la loi n'est pas une décision de justice mais une « mesure alternative aux poursuites ». Il n'établit pas la preuve du fait reproché à son auteur ni sa culpabilité. Si l'affaire était finalement poursuivie devant un tribunal, ce qui est possible malgré l'émission de cet acte, le juge ne serait pas dans l'obligation de rendre une décision allant dans le sens du rappel à la loi. Dès lors, le rappel à la loi adressé à des observateurs LDH et a fortiori le procès pour entrave à la circulation constituent de véritables tentatives d'intimidation pour dissuader de continuer l'activité d'observation.

La procédure-bâillon est un vocable qui désigne, selon le Journal officiel de la République française n°0202, une « instrumentalisation de la justice mise en œuvre par une entreprise ou une institution, qui vise à prévenir ou à sanctionner l'expression d'une opinion qui lui serait préjudiciable, en impliquant notamment la personne qui formule cette opinion dans une procédure juridique coûteuse. » Cette méthode établit une censure visant généralement des sujets d'intérêt public. Elle est qualifiée d'« abus de droit ». Son emploi est sanctionné notamment par l'article 32-1 du code de procédure civile. L'État utilise donc – au travers de ses appareils policier et judiciaire – une méthode qu'il prétend combattre.

Les événements de ces derniers mois ont exposé aux yeux du monde entier que l'État français use de pratiques illégales pour maîtriser les mouvements sociaux qui aspirent à une démocratie moins usurpée. Ces pratiques illégales sont étendues vers ceux qui les dénoncent. La répression policière et judiciaire qui s'abat sur les observateurs LDH consolide ce constat et rappelle l'actualité du glissement autoritaire en cours. Mediapart - Le blog de Camille Halut 02.09

LVOG - On a envie de leur répondre, qu'il n'y a rien d'étonnant à cela, et que ce qui leur arrive est d'autant plus pathétique, puisque les gangsters de la finance usent de "pratiques illégales" et mafieuses en toute impunité, piétinent la démocratie, sans pour autant qu'ils remettent en cause l'existence du capitalisme.

La vassalité ordinaire attise leur soif de vengeance.

Jean-Luc Mélenchon accuse "Quotidien" de faire "le jeu de la police politique" - Le HuffPost 11 septembre 2019

La tension monte entre La France insoumise (LFI) et "Quotidien". Dans un message publié ce mardi 10 septembre sur Facebook, le chef de file du mouvement, Jean-Luc Mélenchon, accuse l'émission de TMC de faire "le jeu de la police politique" en diffusant des images de la perquisition mouvementée au siège du parti en octobre 2018 qui, selon lui, ne traduisent pas la réalité des faits. Le dernier épisode d'une confrontation par tweets et passages télé interposés.

"Depuis un an, 'Quotidien' joue le jeu de la police politique. Ce sont ses images qui servent de base à nos accusateurs", estime Jean-Luc Mélenchon, qui doit être jugé les 19 et 20 septembre en correctionnelle, avec cinq de ses proches, pour actes d'intimidation contre l'autorité judiciaire, rébellion et provocation, après la perquisition dont les images avaient fait le tour des médias français.

La plupart de ces images, montrant une confrontation particulièrement tendue entre les policiers et les responsables de LFI, avaient été diffusées par "Quotidien". Jean-Luc Mélenchon avait par ailleurs lui-même diffusé une vidéo de cette perquisition sur sa page Facebook.

"Depuis un an, 'Quotidien' cachait ces moments où (Alexis) Corbière et moi rassurons les policiers et appelons au calme. C'est le contraire de ce que montrent les 30 secondes que diffuse 'Quotidien' depuis un an", poursuit Jean-Luc Mélenchon dans son message, dénonçant une "manipulation médiatique aux ordres du parquet". Le responsable cible également Le Monde, qui "il y a quelques mois publiait illégalement des extraits des auditions en faisant croire à une violence absolue", selon lui.

À dix jours de son procès, Jean-Luc Mélenchon assure que "le procès verbal intégral des auditions montre que TOUS les policiers concernés déclarent ne s'être jamais sentis menacés physiquement" lors de la perquisition.

Ce mardi matin, le député LFI de Seine-Saint-Denis Alexis Corbière, lui-même convoqué devant la justice, avait déjà chargé l'émission de Yann Barthès, l'accusant d'avoir "sectionné" les images à des fins politiques.

"Elles sont coupées les images. Moi par exemple on me voit crier après un policier (...) On m'a vu dire à un policier 'Arrêtez d'être violent'. Mais quand on voit tout avant, les violences qui ont lieu, le moment où, calmement, je dis à ces policiers 'pas de violence'... C'est une manière de focaliser, et là c'est politique", a-t-il déclaré sur LCI.

"Pour un homme comme moi, c'est une humiliation la manière dont on nous traite, de sectionner les images. De montrer Jean-Luc Mélenchon que en colère, qui subit une injustice (...) Tout cela a eu des conséquences politiques dans les urnes", fait valoir Alexis Corbière, en référence à la désillusion de son mouvement aux européennes de mai. Le HuffPost 11 septembre 2019

Ils osent tout. Le bonheur est dans le pré.

D'un coup de baguette magique le gouvernement invente les pesticides qui résistent au vent.

Protection contre les pesticides: le maire de Langouët juge "pas croyable" la proposition du gouvernement - AFP 7 septembre 2019

Le maire écologiste de Langouët (Ille-et-Vilaine) Daniel Cueff, qui avait pris un arrêté interdisant les pesticides à moins de 150 m des habitations, suspendu par la justice, a qualifié de "pas croyable" la proposition du gouvernement de fixer une distance de 5 ou 10 mètres.

"Quand j'ai appris ça, je pensais que c'était une "fake news" et que ce n'était pas sérieux! Cette proposition n'est pas croyable", a réagi samedi à l'AFP le maire de cette commune rurale proche de Rennes.

"On est tombé de notre chaise car ces cinq et dix mètres, ce sont des protocoles déjà mis sur des bidons de pesticide de synthèse", a-t-il ajouté.

Selon un porte-parole du ministère de l'Agriculture, le gouvernement va soumettre à consultation lundi un projet de décret qui part des recommandations scientifiques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses). Les distances proposées dans ce projet seront de 5 mètres pour les cultures dites basses comme les légumes et de 10 mètres pour les cultures hautes, telles que les céréales.

"On s'est aperçu que, pour moins respirer les glyphosates et les pesticides de synthèse, il fallait une bande de 150 m car là il y a moins de chance de respirer ces pesticides qui sont volatils et qui sont dans l'air", a expliqué M. Cueff.

Selon le maire, dont l'arrêté a entraîné la médiatisation du sujet sur le plan national, le président Emmanuel Macron et le gouvernement n'ont pas pris "la mesure de cette vague qui ne voudra pas et ne voudra plus être face à des pesticides de synthèse dans l'air".

M. Cueff a pris le 18 mai un arrêté interdisant l'utilisation de produits phytopharmaceutiques "à une distance inférieure à 150 mètres de toute parcelle cadastrale comprenant un bâtiment à usage d'habitation ou professionnel". Ce texte a été suspendu le mardi 27 août par le tribunal administratif de Rennes. AFP 7 septembre 2019

Lu dans un article de FranceInfo du 9 septembre.

La recommandation de l'Anses peut être relativisée dans la mesure où l'agence n'a bénéficié que de quelques mois pour se prononcer. Saisie par le gouvernement le 28 janvier 2019, elle a rendu sa recommandation le 14 juin 2019.

En attendant, pour rendre son avis sur ces fameuses distances, l'Anses précise qu'elle s'est appuyée sur un guide de l'agence européenne Efsa datant de 2014. L'Anses précise aussi que "l'évaluation de l'exposition des personnes présentes et des résidents repose sur des données limitées issues d'études effectuées dans les années 80 et sur les données de l'agence sanitaire américaine EPA". Par ailleurs, l'Anses a étudié trois territoires européens pour voir quelles étaient les distances de sécurité. L'Allemagne, la Slovénie et la Wallonie en Belgique. Les distances vont de 2 à 5 mètres en Allemagne, de 2,50 mètres à 20 mètres en Slovénie et jusqu'à 50 mètres en Wallonie quand la zone jouxte une cour de récréation, une crèche ou une école. FranceInfo 9 septembre.

A la hauteur des marigots du Palais, qu'est-ce que ça pue !

Nicolas Hulot estime qu'Emmanuel Macron a été "à la hauteur" sur l'Amazonie - Le HuffPost

Emmanuel Macron s'est montré "à la hauteur" sur la question de l'Amazonie et face au président brésilien Jair Bolsonaro, "complice d'un crime contre l'humanité", a estimé ce samedi 7 septembre à Bordeaux l'ex-ministre de l'Ecologie Nicolas Hulot. Le HuffPost

Brexit ou la partie de poker menteur.

Le Brexit, l'UE et la démocratie - Réseau Voltaire 10.09

Pour Thierry Meyssan, la politique de Boris Johnson se situe dans la parfaite continuité de l'histoire britannique. Si l'on se réfère aux écrits du Premier ministre britannique et non à ses propos de campagne, elle est bien plus guidée par le danger ressenti face à la naissance d'un État supranational continental que par une volonté d'indépendance économique. Réseau Voltaire 10.09

L'intégralité de l'article est en ligne dans la page d'accueil du portail.

Cette interprétation est biaisée, du fait que Thierry Meyssan est un analyste politique ou un politicien tout court et non un économiste, qui lui présenterait comme travers de sous-estimer la politique et sa relative indépendance en certaines occasions, d'où l'impression d'incompréhension qui domine les analyses des uns et des autres ou les contradictions inextricables dans lesquelles ils se débattent.

Au départ, la conception de l'Union européenne, puis sa fondation, et enfin son élargissement jusqu'à 28 Etats comprenant l'intégration de la Grande-Bretagne, ont été motivés pour permettre à l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale qui s'y serait ralliée au fil du temps, d'étendre son pouvoir à l'ensemble de l'économie mondiale, ce qui devait coïncider à terme avec l'instauration d'un nouvel ordre mondial ou une gouvernance mondiale qui serait placée sous son contrôle. Voilà la trame qui sous-tend l'évolution de la situation mondiale depuis les années 40 ou bien davantage.

Cette perspective devait entrer fatalement en conflit avec le développement économique ou l'histoire politique de tous les pays concernés, et se traduire par des crises politiques à répétition ou de plus en plus fréquentes, s'étendant à de plus en plus de pays, sur fond de crises sociales quasi-généralisées... Voilà à quoi nous assistons selon moi.

A notre époque, certains acteurs politiques peuvent encore manifester quelques velléités d'indépendance face à la finance, mais en dernière analyse et quelles que soient les contradictions ou tensions sociales qui apparaissent, compte tenu du pouvoir phénoménal acquis par la finance, ils finissent tous par se plier à ses exigences du fait qu'ils sont tous acquis à la cause du capitalisme ou sous peine d'être limogés rapidement, et par faire passer au second plan ou à la trappe les intérêts du pays et des citoyens qu'ils représentent, plus particulièrement ceux des classes populaires, y compris ceux de leurs propres capitalistes ou banquiers si les gangsters de la finance l'exige.

L'UE a été conçue pour ligoter tous les pays qui y adhèreraient, et exercer ensuite un chantage sur eux une fois abdiquée leur souveraineté au profit de cette institution supranationale, dont la nature est oligarchique ou ploutocratique, antidémocratique ou totalitaire. En contrepartie des lourdes contraintes qui accompagnaient cette adhésion, ils leur ont adjoint quelques avantages destinés hypocritement à leur développement économique ou à répondre aux aspirations démocratiques

des peuples. Mais en réalité, l'ensemble de ces directives devaient servir de noeud coulant passer au cou de tous les acteurs économiques sans exception, que la BCE et la Commission européenne n'auraient plus qu'à actionner sur ordre des marchés financiers pour asphyxier ceux qui étaient destinés à disparaître, ou pour obtenir la capitulation sans condition des acteurs politiques les plus réticents.

Leur objectif était de convertir la totalité des pays de l'UE au néolibéralisme, que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne avaient déjà adopté ainsi que d'autres pays dans le monde, le Japon notamment, en plaçant l'ensemble de leur économie et leurs institutions politiques sous le contrôle de leur banque centrale, conformément à la stratégie que de l'oligarchie financière avait élaborée sachant que le capitalisme était condamné à la faillite, et qu'il fallait trouver les moyens d'écarter cette menace. C'est là qu'on s'aperçoit que la Grande-Bretagne devait servir d'aiguillon au sein de l'UE, comment, en montrant l'exemple aux Etats qui au départ n'étaient pas disposés à rejoindre l'UE. Voyez, nous qui sommes viscéralement attachés à notre indépendance, nous avons osé franchir le pas, alors pourquoi pas vous. Et si maintenant l'oligarchie financière a opté pour le Brexit ou la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, c'est sans doute parce qu'elle estimait que l'évolution de la situation sociale et politique pouvait menacer son indépendance, celle de la City, ou parce qu'elle avait jugé que la conversion de l'UE au néolibéralisme étant bien avancée ou tous les acteurs politiques suffisamment corrompus pour qu'ils ne puissent plus faire marche arrière, il était dorénavant inutile de faire partie de l'UE, à moins qu'elle ne prépare l'effondrement programmé de l'UE, et qu'en sortir avant permettrait à la City d'être relativement épargnés et d'en tirer davantage profit.

On voit que sur le plan tactique plusieurs options se présentaient à l'oligarchie financière anglo-saxonne, ou il peut y avoir plusieurs explications crédibles au Brexit, qui toutes sont évidemment orientées vers les mêmes objectifs stratégiques, accroître son pouvoir financier et politique sur le monde. Sachant que la City est un Etat dans l'Etat, qu'est la première place financière du monde et qu'elle se livre à des activités mafieuses et illégales en toute impunité, elle sera la seule bénéficiaire du Brexit, la question qui reste ouverte aujourd'hui, est de savoir quel usage elle compte en faire, on ne tardera pas à être fixés.

Ajoutons que l'explication selon laquelle le Brexit aurait été conçu pour affaiblir l'UE ne tient pas ou à la marge en l'admettant, puisque ce sont les Américains qui contrôlaient déjà la Commission européenne et la BCE, et les dernières nominations à la direction de ces institutions l'ont confirmé si besoin était.

GB: le "speaker" du Parlement, acteur clé du feuilleton du Brexit, tire sa révérence - AFP

Le président de la Chambre des communes, John Bercow, qui a annoncé lundi sa prochaine démission, a joué un rôle clé dans le feuilleton du Brexit, avec des interventions souvent cinglantes et des décisions parfois critiquées.

...le Parlement va être suspendu jusqu'au 14 octobre, deux semaines avant la date prévue pour le Brexit, que les députés votent ou non en faveur d'élections anticipées, selon un porte-parole du 10, Downing Street. AFP

La Reine oblige Boris Johnson à demander un report du Brexit - Le HuffPost 9 septembre 2019

La reine Elizabeth II a formellement approuvé la loi qui contraint le gouvernement du Premier ministre Boris Johnson à solliciter un report du Brexit auprès de l'Union européenne, a indiqué ce lundi 9 septembre après-midi la Chambre des Lords. Le HuffPost 9 septembre 2019

Brexit: le Parlement refuse à nouveau des élections avant sa suspension - AFP 10 septembre 2019

Les députés britanniques ont infligé mardi une nouvelle défaite cuisante au Premier ministre Boris Johnson en refusant encore une fois de déclencher des législatives anticipées, avant que le Parlement ne soit suspendu jusqu'au 14 octobre, deux semaines seulement avant la date prévue pour le Brexit.

Avant tout scrutin, l'opposition veut s'assurer que la perspective d'un "no deal" est écartée et que le Brexit sera repoussé de trois mois, comme le Parlement l'a voté la semaine dernière.

Ce texte oblige le Premier ministre à demander ce report à l'UE s'il n'obtient pas d'accord de sortie d'ici au 19 octobre, juste après un sommet européen.

Seul contre tous, et la Reine, et la City ?

Brexit: Boris Johnson persiste, seul contre tous - LeFigaro.fr 10.09

Quand la perturbation prend de la hauteur.

Grève monstre à British Airways avant une poursuite du mouvement mardi - AFP

La compagnie aérienne British Airways (BA) faisait face lundi à sa première grève de pilotes, ce qui l'a poussé à annuler ses vols faute d'issue dans ce conflit social qui devrait se poursuivre mardi.

"Nous n'avons pas d'autre choix que d'annuler presque 100% de nos vols", a indiqué le transporteur qui effectue environ 850 vols par jour au Royaume-Uni, essentiellement au départ des aéroports londoniens d'Heathrow et Gatwick.

Ce débrayage, qui porte sur un différend salarial, affecte au total autour de 140.000 voyageurs, mais BA avait prévenu ces derniers jours les passagers concernés de l'annulation de leurs vols.

Aucun règlement de conflit social n'était en vue, ce qui devrait contraindre BA, sauf solution de dernière minute, à annuler à nouveau presque tous ses vols mardi, le deuxième jour de grève prévu par les pilotes. Le mouvement doit se poursuivre une troisième journée, le 27 septembre.

Il s'agit de la toute première grève de leur histoire pour les pilotes de British Airways. Environ 93% des pilotes BA membres du syndicat Balpa, soit autour de 4.000, ont voté pour ce mouvement.

Le syndicat a décidé de débrayer après l'échec de négociations sur des hausses de salaires. Selon Balpa, les pilotes ont fait des "sacrifices" ces dernières années et devraient tirer davantage profit des bons résultats de l'entreprise.

BA a proposé une hausse de salaire de 11,5% sur trois ans, une offre qui a été refusée par le syndicat. Selon la compagnie, cela porterait le salaire de certains commandants de bord (Combien ? - LVOG) à plus de 200.000 livres par an.

Cette grève historique intervient à un moment difficile pour BA, l'emblématique compagnie nationale, dont la réputation a eu à souffrir ces dernières années, avec notamment un vol de données financières de centaines de milliers de passagers l'an passé.

Et, en mai 2017, une panne géante avait touché ses systèmes en raison d'un problème d'alimentation électrique qui l'avait forcée à annuler 726 vols, soit 28% de ses avions pendant trois jours d'un week-end prolongé. AFP

Hong Kong. C'était quoi au fait leur référence à la démocratie ? Réponse.

Hong Kong: grosse manifestation devant le consulat américain - AFP 11.09

Une foule compacte de militants pro-démocratie a manifesté dimanche devant le consulat des États-Unis à Hong Kong afin d'appeler Washington à faire pression sur Pékin après trois mois de manifestations. AFP 11.09

Hong Kong: la réception à Berlin d'un activiste suscite la colère de Pékin - AFP 10 septembre 2019

La Chine s'en est pris mardi à l'Allemagne à propos de la crise de Hong Kong, fustigeant la rencontre du militant Joshua Wong, en quête de soutiens internationaux, avec le chef de la diplomatie allemande.

L'activiste âgé de 22 ans, arrivé lundi soir à Berlin pour une visite de plusieurs jours dans la capitale allemande, a posté sur Twitter une photo de lui aux côtés du ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, précisant avoir discuté "des protestations actuelles et de (la) lutte pour des élections libres et la démocratie à Hong Kong".

Après un discours prévu mercredi soir à l'université Humboldt de Berlin, M. Wong doit se rendre aux États-Unis pour chercher de nouveaux soutiens.

Ces dernières années, l'Allemagne est devenue un refuge pour plusieurs dissidents chinois, notamment Liu Xia, la veuve du lauréat du Nobel de la Paix Liu Xiaobo, décédé en 2017.

En mai, deux anciens militants pour l'indépendance de Hong Kong ont obtenu le statut de réfugié en Allemagne, devenant les premiers dissidents hongkongais à recevoir une telle protection. AFP 10 septembre 2019

En complément. Quand ces grands démocrates vont plus loin que faire le lit du fascisme.

Un néonazi remporte des élections locales en Allemagne, avec le soutien de la CDU et du SPD - Le HuffPost

L'élection d'un membre d'un parti néonazi à la tête de l'assemblée d'une bourgade de l'ouest de l'Allemagne, avec le soutien unanime d'élus locaux conservateurs et sociaux-démocrates, a provoqué un tollé parmi les partis politiques allemands qui appellent à une annulation de cette décision

Stefan Jagsch, un adhérent du Parti national-démocrate (NPD), ultranationaliste, a été élu jeudi 5 septembre chef du conseil municipal de Waldsiedlung, une commune de 2500 habitants du district d'Altenstadt, à 30 kilomètres au nord-est de Francfort. Il a bénéficié du soutien de membres locaux de la CDU, le parti de la chancelière d'Angela Merkel, mais aussi d'élus du SPD (sociaux-démocrates) et du FDP (libéraux).

De nombreuses questions se posent aussi sur ce vote unanime en faveur de cet homme de la part de personnalités aux sensibilités si diverses. Le HuffPost

Ils osent tout.

- Macron défend sa stratégie anti-pauvreté malgré les critiques - Le HuffPost
- Depuis 30 ans, le père Pedro aide les plus pauvres de Madagascar - Franceinfo
- A Maurice, le pape s'inquiète pour les jeunes, sacrifiés de l'économie - AFP
- Cette BD où des Avengers gays s'embrassent ne sera plus censurée à Rio - Le HuffPost
- Une campagne sur les réseaux pour lutter contre le bizutage - Franceinfo
- Les démocrates avancent un peu plus vers une procédure de destitution de Trump - AFP
- Netanyahu accuse l'Iran d'avoir développé puis détruit un site nucléaire - AFP
- Hong Kong: en première ligne au côté des "braves" affrontant la police - AFP
- Israël: Netanyahu promet d'annexer un pan stratégique de la Cisjordanie s'il est réélu - AFP
- Afghanistan : peut-on faire la paix avec les talibans ? - Franceinfo

Etats-Unis. Quand l'Etat profond change son fusil d'épaule.

LVOG - Et même que les conseillers de Macron en ont été informé, d'où son changement de rhétorique envers la Russie...

Donald Trump limoge John Bolton, son conseiller va-t-en-guerre - AFP11 septembre 2019

Exit John Bolton et sa célèbre moustache: le président américain Donald Trump a annoncé mardi le limogeage de son conseiller à la sécurité nationale avec lequel il était en désaccord sur plusieurs dossiers brûlants, de l'Iran à la Corée du Nord en passant par l'Afghanistan.

Pour le leader des démocrates au Sénat, Chuck Schumer, cette décision de Donald Trump n'est que "le dernier exemple de sa façon de gouverner par le chaos".

Le sénateur républicain Rand Paul a lui salué avec force l'annonce du limogeage de M. Bolton. "Le président a d'excellentes intuitions sur la politique étrangère et sur la nécessité de mettre fin à nos guerres sans fin", a-t-il tweeté. "Il devrait être conseillé par ceux qui partagent sa vision".

"Depuis le début, deux voix murmuraient à l'oreille de Donald Trump: celle recommandant la diplomatie et mettant en garde contre le conflit, et celle poussant à la belligérance et mettant en garde contre le risque d'apparaître faible", résumait Robert Malley, président de l'International Crisis Group.

"Avec le départ de Bolton, la deuxième a incontestablement perdu son principal avocat. Cela pourrait créer de nouvelles opportunités diplomatiques sur l'Iran, l'Afghanistan, la Corée du Nord et le Venezuela. Espérons que le président les saisira". AFP11 septembre 2019

Pompeo souligne ses nombreux désaccords avec John Bolton, limogé par Trump - euronews 11 septembre 2019

LVOG - Et si cette information venant du camp des va-t-en-guerre n'était pas tout à fait fortuite, alors que Pompeo a approuvé le limogeage de Bolton ?

Les Etats-Unis ont exfiltré en 2017 une taupe haut placée au Kremlin - AFP 11 septembre 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo s'est insurgé mardi contre la publication d'informations selon lesquelles les Etats-Unis ont exfiltré une "taupe" de la CIA qui avait accès au cercle rapproché de Vladimir Poutine au Kremlin.

LVOG - La caution du RussiaGate et autres machinations contre la Russie.

Cet informateur haut placé à Moscou aurait confirmé l'implication personnelle du président russe dans l'opération d'ingérence dans la présidentielle américaine de 2016. Cet homme aurait été exfiltré en 2017.

"Ces informations sont inexactes sur le plan factuel", a déclaré le chef du département d'Etat américain, sans les rejeter en bloc. M. Pompeo a dirigé précédemment la CIA et il a précisé n'accepter de parler sur un sujet tel que l'exfiltration d'un espion "que lorsque des personnes sont mises en danger".

D'après CNN et le New York Times, qui ont révélé l'affaire lundi, cette taupe avait été recrutée par les Américains plusieurs décennies auparavant.

Selon CNN, l'espion avait même transmis aux Américains des documents photographiés en cachette sur le bureau du président russe.

Fort de cette position, il avait, selon le NYT, pu confirmer que le maître du Kremlin avait lui-même orchestré la campagne russe destinée à favoriser le candidat Donald Trump lors de la présidentielle de 2016.

D'après le quotidien new-yorkais, l'informateur a également directement impliqué M. Poutine dans le piratage d'e-mails dans le camp démocrate, dont la publication avait embarrassé la candidate Hillary Clinton.

LVOG - Ils l'ont exfiltré quand Trump a été élu, pure coïncidence évidemment !

La chaîne CNN a assuré que la CIA l'avait exfiltré de crainte que Donald Trump ou son entourage ne le trahissent, mais l'agence centrale du renseignement a vigoureusement démenti ce point.

"Les allégations malencontreuses selon lesquelles la gestion des renseignements les plus sensibles de notre nation par le président --auxquels il a accès absolument chaque jour-- aurait provoqué une supposée exfiltration sont inexactes", a déclaré à CNN la directrice des affaires publiques de la CIA, Brittany Bramell. AFP 11 septembre 2019

LVOG - Les faits prouvent le contraire de ce qu'affirme CNN.